

ON DEMANDE LE RÉTABLISSMENT DE LA PLEINE INDEXATION  
DES ALLOCATIONS FAMILIALES ET L'ANNULATION DES  
HAUSSES D'IMPÔT

**M. Ian Waddell (Vancouver-Kingsway):** Monsieur le Président, j'ai à présenter des pétitions provenant de différentes localités de la Colombie-Britannique. Contrairement à ce qu'ont fait des députés conservateurs de cette province, dont un ministre, qui ont remis secrètement leurs pétitions au greffier, je vais vous les lire.

**M. le Président:** A l'ordre. Je demande justement au député de couper court aux préambules et de passer aux pétitions.

**M. Waddell:** Bien, monsieur le Président. J'ai des pétitions en provenance de Gibson's Landing et de Maple Ridge, dans la vallée du Fraser, de Vancouver et de ma circonscription, celle de Vancouver-Kingsway. Les pétitionnaires protestent contre le projet à l'étude et demandent à la Chambre de rétablir la pleine indexation des allocations familiales et d'annuler les hausses de taxes injustes.

**M. Stan J. Hovdebo (Prince-Albert):** Monsieur le Président, j'ai le devoir et l'honneur de présenter des pétitions provenant de Halifax et de Dartmouth, en Nouvelle-Écosse. Les pétitionnaires demandent à la Chambre des communes de rétablir la pleine indexation des allocations familiales universelles et d'annuler les hausses de taxes injustes.

• (1520)

**M. Cyril Keeper (Winnipeg-Nord-Centre):** Monsieur le Président, j'ai un certain nombre de pétitions à présenter concernant les allocations familiales, dont certaines proviennent de Halifax et d'autres de la Saskatchewan, surtout de Regina. J'ai également à présenter des pétitions sur le même sujet de la part de résidents de ma propre circonscription de Winnipeg-Nord-Centre. Les signataires font remarquer que la désindexation des allocations familiales constitue une attaque injuste contre les femmes et les familles, surtout les femmes chefs de famille monoparentale, et que ces réductions des allocations familiales sont inéquitables étant donné les largesses accordées aux banques et aux sociétés pétrolières.

**M. Dan Heap (Spadina):** Monsieur le Président, j'ai le plaisir d'annoncer que les résidents de la circonscription de Spadina continuent d'envoyer des pétitions contre le projet du gouvernement de désindexer partiellement les allocations familiales. Ils y voient une attaque injuste contre les femmes et les familles avec enfants. Ils demandent à la Chambre de rétablir la pleine indexation de régime universel des allocations familiales et d'annuler les hausses injustes d'impôt.

[Français]

LA FERMETURE POSSIBLE DES ATELIERS DU CN À MONCTON

**M. Fernand Robichaud (Westmorland-Kent):** Monsieur le Président, il me fait plaisir de présenter en cette Chambre une pétition provenant d'environ 400 personnes des régions de Moncton, Salisbury, Sussex, Petitcodiac, et les pétitionnaires font mention de la situation qui règne aux ateliers du CN à Moncton et demandent au gouvernement de faire en sorte que ces emplois soient protégés.

[Traduction]

ON DEMANDE LA PLEINE INDEXATION DES  
ALLOCATIONS FAMILIALES

**M. Iain Angus (Thunder Bay-Atikokan):** Monsieur le Président, j'ai l'honneur et le devoir de présenter des pétitions

*Pétitions*

émanant non seulement de ma propre circonscription mais de partout au Canada. J'en ai qui viennent de Campbellton, Tide Head et Dundee, au Nouveau-Brunswick. J'en ai de Toronto, de Thunder Bay et du Manitoba. Les signataires de toutes ces pétitions demandent au gouvernement du Canada de continuer à indexer pleinement les allocations familiales de sorte que les enfants canadiens puissent avoir la nourriture et les vêtements dont ils ont besoin.

L'ASSURANCE-CHÔMAGE—LA DÉDUCTION DES REVENUS DE  
PENSION

**M. Iain Angus (Thunder Bay-Atikokan):** Monsieur le Président, j'ai une pétition signée par un certain nombre de dirigeants syndicaux de la région de Thunder Bay et du nord-ouest de l'Ontario qui demandent au gouvernement de changer d'attitude et de ne pas considérer les prestations de retraite comme un revenu aux fins de l'assurance-chômage. Les pétitionnaires demandent au gouvernement de revenir sur sa décision qui est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier de cette année.

ON DEMANDE LE RÉTABLISSMENT DE LA PLEINE INDEXATION  
DES ALLOCATIONS FAMILIALES ET L'ANNULATION DES  
HAUSSES D'IMPÔT

**M. Ernie Epp (Thunder Bay-Nipigon):** Monsieur le Président, j'ai l'honneur et le privilège de présenter des pétitions provenant de divers coins du pays au sujet des allocations familiales. Les pétitionnaires protestent contre la décision de désindexer les allocations familiales en signalant les répercussions qu'elle aura même pour les familles les plus pauvres, et demandent à la Chambre des communes de rétablir la pleine indexation. Certaines de ces pétitions proviennent de la région de Vancouver et de diverses autres régions du sud de la Colombie-Britannique, dont celles de Surrey, de Delta et de Burnaby. J'en ai une autre provenant de la ville de Kamloops. J'ai également des pétitions venant de résidents d'Ottawa et de diverses parties de la ville de Toronto. J'en ai d'autres provenant de résidents de diverses localités de la Nouvelle-Écosse, dont Sackville et Dartmouth, et de diverses parties du Cap-Breton. Tous ces pétitionnaires demandent bien sûr à la Chambre des communes de rétablir la pleine indexation.

**M. John Parry (Kenora-Rainy River):** Monsieur le Président, j'ai aujourd'hui l'honneur et le privilège de présenter des pétitions qui nous parviennent de tous les coins de l'Ontario et dont les signataires exhortent le gouvernement à rétablir la pleine indexation des allocations familiales universelles et à supprimer les augmentations d'impôt injustes. J'ai une pétition semblable signée par des habitants de Campbellton et Dalhousie au Nouveau-Brunswick, qui exhortent eux aussi la Chambre des communes à rétablir la pleine indexation des allocations familiales universelles.

[Français]

Monsieur le Président, j'ai aussi le privilège de présenter une pétition qui est signée par des résidents de Notre-Dame-de-Grâce, de Rosemont, d'Outremont, de Laurier, de Vaudreuil-Soulanges, dans la province de Québec, qui demandent au gouvernement de retirer le projet de loi C-70 visant à désindexer les allocations familiales.